

Sud éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier ⓐ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32



VIREZ-LE!

Mercredi 23 septembre 2020

COVID19 : ALERTE ROUGE DANS L'EDUCATION NATIONALE

Toute la communication de l'exécutif est actuellement axée sur les signes inquiétants de reprise épidémique. De nombreux indicateurs soulignent une hausse des taux de positivité, taux de dépistage, taux d'incidence, nombre d'hospitalisation, de réanimation, de décès... Plusieurs pays retournent au confinement total (Israël) ou partiel (Espagne), et durcissent les mesures de protection.

Mais en France, l'exécutif continue de se singulariser par une stratégie originale : l'incohérence et la réaction. Depuis janvier, rien n'a changé en ce domaine.

Mesures générales : des discours et des actes en décalage

Pays centralisé au possible, le gouvernement choisit pourtant en pleine crise majeure et totalement inédite de déléguer les urgences sanitaire, éducative et de droit à l'échelon local, renvoyant toutes les décisions et responsabilités aux ARS, aux Rectorats et aux Préfets.

L'heure est grave, mais le gouvernement n'est plus responsable de rien. Aucun service administratif n'est prêt à gérer cela à la place des ministères, au pied levé !

En mars, le gouvernement n'avait pas assez de masques à distribuer : ils étaient donc « inutiles », et même dangereux.

Aujourd'hui, ne pas en porter peut nous coûter 135€. Nous devons porter le masque partout, tout le temps : dans la rue, dans les commerces, sur les lieux de travail, dans les écoles et établissements... **Entre les temps de trajet, les temps de classe, les temps de réunion, les personnels de l'Éducation Nationale et de l'ESR passent en moyenne 8 à 10h par jour avec un masque sur le visage.**

A partir de mai, la campagne de dépistage a été lancée. « Tester, tracer, isoler ».

Aujourd'hui chacun-e constate des difficultés pour obtenir un rendez-vous, pour obtenir des résultats dans des délais compatibles avec le risque de transmission de la maladie. Les laboratoires manquent de tests, de réactifs, de machines, de personnels...

Le gouvernement est toujours incapable de porter une campagne de dépistage d'ampleur et efficace. **Nous sommes donc toujours aveugles, ou particulièrement malvoyant-es en ce qui concerne la propagation du virus...**

Éducation Nationale : un monde à part

Le milieu scolaire est le 4ème lieu le plus propice au développement de foyers d'infection, et pourtant, le ministre de l'Education choisit d'alléger encore le protocole sanitaire.

Nous n'avions déjà plus de distanciation sociale, plus d'interdiction de brassage des groupes, plus de protection des personnels vulnérables.

Les masques DIM, fournis par l'EN mais dénoncés par l'ARS (de Bretagne, par exemple), deviennent soudain suffisants pour empêcher les porteurs de devenir des cas contacts (merci [le Haut Conseil pour la Santé Publique - HCSP](#)).

Désormais, pour éviter d'avoir trop de classes fermées et de personnels en ASA, les règles sont modifiées : nous devons apprendre à distinguer à l'école les cas contacts « à risque », et les cas contacts « non risqués ». Il faut au moins 3 cas positifs dans une classe pour envisager sa fermeture (on attend donc de développer des clusters). **Les règles de traçage et d'isolement qui s'appliquent dans la société ne s'appliquent plus de la même manière dans les écoles et établissements...**

Toutes ces décisions sont prises alors même que le nombre de clusters hors EHPAD, et notamment en milieu scolaire/universitaire augmente fortement dans la région, et particulièrement dans l'Hérault selon [Santé Publique France](#).

L'analyse est simple : le ministre veut à tout prix que l'école remplisse sa fonction de « garderie des enfants de salarié-es » afin de servir la relance de la sacro-sainte économie, et modifie à l'avenant les outils de mesure et de protection des personnels et usagers. Blanquer, Castex et Macron jouent délibérément avec notre santé.

Résister, se protéger

L'action collective est toujours la plus efficace pour défendre nos droits et en gagner de nouveaux.

Nous vous recommandons d'[utiliser le plus régulièrement possible le RSST](#), afin de signaler à l'institution chaque défaillance dans la protection des personnels et des usagers. N'hésitez pas à faire des fiches quotidiennement, sur :

- la qualité des masques DIM (trop petits, trop épais, glisse tout le temps...)
- le nombre de masques attribués
- le nettoyage des masques, qui doit être géré par l'employeur et non par le personnel
- la qualité du nettoyage des locaux, la fréquence...
- le nombre de sanitaires disponibles pour procéder régulièrement au lavage des mains
- l'exigüité des locaux, en lien avec les effectifs chargés
- ...

L'institution a le devoir de répondre aux dysfonctionnements signalés par les personnels.

Nos revendications

La demande est simple :

→ **Soit les indicateurs augmentent dangereusement, le risque est réel, et il faut donc prendre des mesures pour augmenter la protection des personnels et usagers :**

- réduction des effectifs
- augmentation du nombre de locaux, du nombre de sanitaires
- augmentation de la fréquence du nettoyage des locaux
- recrutement de personnels
- remise en sécurité des personnels vulnérables
- fourniture de masques chirurgicaux, plus légers, pour laisser passer la voix des enseignant-es

→ **Soit la communication est mensongère et le risque stabilisé, et donc les mesures peuvent être globalement allégées :**

- fin du protocole sanitaire
- port du masque recommandé mais non obligatoire
- rétablissement des libertés publiques

L'exécutif ne peut pas continuer de jouer sur les deux tableaux, en espérant nous priver de toutes nos libertés, en ne nous laissant que la possibilité d'aller travailler et rentrer chez soi.

Si l'éducation et la santé sont bien des investissements et non des dépenses, comme l'affirme Blanquer dans les médias ([interview du 2 juin](#)), alors il faut cesser d'agir pour la réduction des coûts, des effectifs et l'augmentation des inégalités, et au contraire considérer avec sérieux les propositions faites par celles et ceux qui sont au plus près du terrain.

Depuis des mois, la fédération SUD éducation propose et revendique un plan d'urgence pour l'éducation :

- **soutenir financièrement les collectivités territoriales** pour qu'elles aménagent les locaux scolaires et recrutent massivement du personnel pour leur nettoyage
- **recruter massivement du personnel** : enseignant-es, psychologues de l'EN, enseignant-es spécialisé-es (RASED), AESH, AED... afin de constituer et d'encadrer des effectifs réduits pour tous les niveaux, d'accompagner les élèves en difficulté et en situation de handicap
- **recruter du personnel médical** pour enfin constituer une médecine scolaire (usagers) et une médecine de prévention (personnels) dignes de ce nom
- **recruter des assistant-es sociales-aux** pour accompagner les familles victimes de la crise économique qui se profile
- **aménager les programmes** pour tenir compte de la situation inédite que nous venons de vivre

Pour SUD éducation, les missions de service public doivent être effectuées par des agents du service public : des fonctionnaires, dont le statut garantit l'indépendance de toute influence extérieure (financière, idéologique, sociale...). Battons-nous pour préserver ce statut ou l'obtenir (pour les AED et les AESH) : le statut préserve la qualité du service public.